

AMNESTY INTERNATIONAL

Déclaration publique

Index AI : AMR 34/022/2007 (Public)
Bulletin n° : 196
ÉFAI
11 octobre 2007

Guatemala. La passivité du gouvernement met en danger les défenseurs des droits humains

La série d'assassinats et d'agressions dont ont été victimes des défenseurs des droits humains pose une fois de plus la question de la sincérité de la volonté du gouvernement guatémaltèque de garantir la sécurité de ces personnes. Selon les informations reçues par Amnesty International, plus de 150 agressions, actes d'intimidation et assassinats ont été commis au cours des huit premiers mois de l'année contre des personnes engagées dans la défense des droits humains.

Ces six dernières semaines, 13 militants ont été agressés. Trois d'entre eux ont été tués. Ces 13 personnes œuvraient pour la défense des droits fondamentaux, dans différentes régions du pays. La majorité d'entre elles militaient pour le respect des droits économiques, sociaux et culturels.

« À la veille du premier tour de l'élection présidentielle, Amnesty International avait renouvelé son appel au gouvernement pour qu'il mette un terme aux violences liées à la campagne électorale », a déclaré l'organisation de défense des droits humains. Cette nouvelle vague d'agressions ne fait que souligner un peu plus l'absence de volonté du gouvernement de véritablement garantir le droit de défendre les droits humains. »

Si Amnesty International se réjouit d'un certain nombre d'initiatives prises par les autorités, comme la création, au sein de la Police nationale civile, d'une unité spéciale chargée d'enquêter sur les crimes commis contre les défenseurs des droits humains, elle estime que ces mesures n'auront atteint leur but que lorsque les responsables des agressions auront été traduits en justice.

« Tant que le gouvernement guatémaltèque n'aura pas enquêté sérieusement sur ce qu'il y a lieu d'appeler les services clandestins et n'aura pas obtenu de résultats concrets, les attaques contre les défenseurs des droits humains et, plus généralement, les actes de violence, vont se multiplier dans l'entre deux tours de l'élection présidentielle, a estimé Amnesty International. Le gouvernement doit clairement indiquer qu'il ne tolérera plus ce genre d'agissements, qu'il fera la lumière sur ces affaires et que les personnes soupçonnées d'en être responsables seront déférées à la justice. »

Complément d'information

Fidelino López et Emilio García, tous deux membres de l'organisation paysanne Communautés pour le développement intégral de la région Chorti (COMUNDICH), ont été assassinés le 16 septembre dernier. La COMUNDICH milite contre les spoliations de terres et les activités des sociétés minières et hydroélectriques.

Marco Tulio Ramírez a été assassiné le 23 septembre, en sortant de chez lui. Il faisait partie de la direction du Syndicat des travailleurs du secteur bananier d'Izabal (SITRABI) et militait pour le respect des droits de ses camarades.

Estanislao Calel, président du comité directeur de l'Association des Comités de développement paysan (CODECA), a été victime d'une tentative d'assassinat, le 25 septembre. Des individus ont ouvert le feu sur lui, sans toutefois parvenir à l'atteindre. La CODECA aide les personnes déplacées de plusieurs grands domaines ruraux de la côte sud, dont celui de la Finca Nueva Linda.

Les locaux de Séropositifs de la ville de Guatemala, association d'aide aux personnes séropositives

ou victimes du sida, ont été dévastés le 24 septembre. L'organisation a perdu des données précieuses, indispensables à son action.

Entre le 8 août et le 24 septembre, les membres de l'Association pour le développement communautaire du canton de Panabaj (ADECAP) de Santiago Atitlán ont reçu des menaces à cinq ou six reprises. Selon certaines informations, ces menaces visaient à entraver l'action menée par l'ADECAP dans le cadre de projets de reconstruction en faveur des victimes du cyclone Stan.

Les studios de Radio Nuevo Mundo à Guatemala ont été pris pour cibles les 4 et 11 septembre, entraînant la destruction de l'émetteur de la station. La station a vraisemblablement été visée en raison de ses prises de position dans le cadre de la campagne électorale.

Amnesty International avait déjà fait part, dans un communiqué en date du 29 août 2007, de ses inquiétudes concernant les violences commises à l'approche du premier tour de l'élection présidentielle, qui a eu lieu le 9 septembre, et les agressions dont ont été victimes les défenseurs des droits humains dans ce contexte. Le second tour de l'élection présidentielle se tiendra le 4 novembre.